

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**WT/ACC/MOL/19/Rev.1**

15 septembre 2000

(00-3639)

---

**Groupe de travail de  
l'accession de la Moldova**

Original: anglais

## **ACCESSION DE LA RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA**

### Liste récapitulative des prescriptions de l'Accord OTC et conformité de la République de Moldova

#### Révision

Le Ministère de l'économie de la République de Moldova a fait parvenir au Secrétariat la liste révisée récapitulative des prescriptions de l'Accord OTC et conformité de la République de Moldova ci-après, en lui demandant de la distribuer aux membres du Groupe de travail.

---

Liste récapitulative des prescriptions de l'Accord OTC  
et conformité de la République de Moldova

Conformité de la République de Moldova		Prescriptions de l'OMC
1.	La Loi sur les OTC n° 866-XIV du 10 mars 2000 (articles 2 et 6) prévoit que l'adoption de nouvelles normes, de nouveaux règlements techniques et de nouvelles procédures d'évaluation de la conformité doit être pleinement compatible avec l'Accord OTC.	Principe généralement admis dans les négociations sur l'accession à l'OMC
2.	La Loi sur les OTC et les modifications à la Loi sur la normalisation prévoient la mise en œuvre et l'administration de l'Accord.	Article 15.2 et Décision (G/TBT/I) du Comité OTC
3.	La Loi sur les OTC (articles 13 et 14) contient une disposition relative à l'établissement et au fonctionnement d'un point de contact chargé de communiquer des renseignements ("point d'information"). Le point d'information a été établi au sein du Département de la normalisation, de la métrologie et de la surveillance technique. Actuellement, la base de données est en cours d'élaboration et sera pleinement opérationnelle à la date d'accession.	Article 10
4.	La Loi sur les OTC (articles 13, 16 et 18) prévoit l'identification de l'autorité chargée des notifications, des publications et des autres procédures internes afin de veiller à ce que les obligations en matière de transparence soient satisfaites en permanence.	Articles 2, 3, 5, 7, 10, 15.2, Annexe 3 et document G/TBT/I
a)	La Loi sur les OTC (article 6 3) et 10)) prévoit l'identification de la publication où paraîtront les avis de projets de règlements techniques et de procédures d'évaluation de la conformité: il s'agit de "Monitorul Oficial al Republicii Moldova" et de "Buletinul standardizării".	Articles 2.9.1, 3.1, 5.6.1, 7.1, 10.1.5
b)	La Loi sur les OTC (articles 13 et 16) et la Décision du Département de la normalisation, de la métrologie et de la surveillance technique sur l'établissement du centre d'information pour la normalisation et la certification, qui est l'autorité responsable des notifications à l'OMC.	Articles 2.9.2, 2.10.1, 3.2, 3.3, 5.6.2, 5.7.1, 7.2, 7.3, 10.7, 10.10
c)	La Loi sur les OTC (article 6 6) et 7)) fait en sorte que les autorités réglementaires examinent, sans discrimination, les observations présentées lors de l'élaboration de la version finale d'un règlement final; s'agissant de l'élaboration de règlements techniques, les organismes concernés ménageront un délai raisonnable aux pays Membres et aux parties intéressées pour leur permettre de présenter leurs observations, ce délai ne devant pas dépasser six mois, sauf dans certains cas (selon l'urgence des circonstances).	Articles 2.9.4, 2.10.3, 3.1, 3.3, 5.6.4, 5.7.3, 7.1, 7.3
d)	La Loi sur les OTC (article 6 8)) fait en sorte que les autorités réglementaires ménagent un délai raisonnable entre la publication de la version finale d'un règlement technique et de procédures d'évaluation de la conformité et leur entrée en vigueur afin de permettre aux fournisseurs d'adapter leurs produits.	Articles 2.11, 2.12, 3.1, 5.8, 5.9, 7.1
e)	La Loi sur la normalisation n° 590-XIII du 22 septembre 1995, modifiée par la Loi n° 919-XIV du 12 avril 2000 (article 10 2)) prévoit la publication, tous les six mois, du programme de travail en ce qui concerne les normes en cours d'élaboration, et la Loi sur les OTC (article 6 3)) prévoit la publication d'avis au sujet des projets d'élaboration de règlements techniques.	Article 4, Annexe 3 (J, K, L, N, O); article 8.1

Conformité de la République de Moldova		Prescriptions de l'OMC
5.	La Loi sur les OTC et la Loi sur la certification n° 652-XIV du 28 octobre 1999 prévoient l'élaboration et l'application de règlements techniques et de procédures d'évaluation de la conformité: existence de fondements juridiques et/ou administratifs (ou de "mesures raisonnables" au besoin) pour assurer la conformité permanente aux dispositions de l'Accord, notamment:	Articles 2, 3, 5, 6, 7
a)	La Loi sur les OTC (article 12) et la Loi sur la certification (article 13.3) prévoient le traitement des produits sans discrimination.	Articles 2.1, 3.1, 5.1, 5.2, 7.1
b)	La Loi sur les OTC (articles 2 et 5.2) prévoit l'interdiction de créer des obstacles non nécessaires au commerce international et l'examen de solutions de rechange moins restrictives pour le commerce afin de réaliser des objectifs légitimes.	Articles 2.2, 3.1, 5.1, 5.2, 7.1
c)	La Loi sur les OTC (article 6.9) prévoit l'examen continu des règlements techniques afin de veiller à ce qu'ils permettent la réalisation des objectifs légitimes souhaités.	Articles 2.3, 3.1, 7.1
d)	La Loi sur les OTC (articles 5 et 6) et les modifications à la Loi sur la normalisation (article 4.2) prévoient l'examen des normes, guides et recommandations appropriés émanant d'un organisme international comme base des procédures d'évaluation de la conformité et de l'élaboration de règlements techniques.	Articles 2.4, 3.1, 5.4, 7.1
e)	La Loi sur les OTC (article 8) prévoit l'examen des règlements techniques équivalents d'autres Membres.	Articles 2.7, 3.1, 7.1
f)	La Loi sur la certification (article 13.1) prévoit l'acceptation des résultats des procédures d'évaluation de la conformité appliquées par des organismes d'un pays exportateur Membre dans les cas où la Moldova a signé avec ce pays un accord bilatéral de reconnaissance mutuelle ou dans les cas où la Moldova est membre d'organisations régionales ou internationales spécialisées.	Articles 6, 7.1
g)	Les ministères et institutions compétents appliqueront une structure de prix non discriminatoire et fondée sur les coûts (*) tel qu'il est prévu dans la Loi sur la certification (article 15.3).	Articles 5.2, 7.1, 10.4
6.	Élaboration et application de normes et de procédures d'évaluation de la conformité: existence de fondements juridiques et/ou administratifs (ou de "mesures raisonnables" au besoin) pour assurer la conformité permanente aux dispositions de l'Accord, notamment:	Article 4 et Annexe 3, article 8
a)	La Loi sur les OTC (article 12) prévoit le traitement non discriminatoire des produits.	Annexe 3 (D), article 8.1
b)	La Loi sur la normalisation (article 4.2) prévoit que les normes ne seront pas utilisées pour exercer une discrimination arbitraire et injustifiée entre les pays présentant des conditions analogues ni ne créeront des obstacles non nécessaires au commerce international.	Annexe 3 (E), article 8.1
c)	La Loi sur les OTC (articles 5, 6 et 8) prévoit l'examen des normes, guides et recommandations appropriés émanant d'un organisme international comme base de l'élaboration de normes.	Annexe 3 (F), article 8.1
d)	La Loi sur les OTC (article 14 4)) établit une structure de prix non discriminatoire et fondée sur les coûts.	Annexe 3 (M), Annexe 3 (P), article 8.1, article 10.4